

5.1 Les parts de marché de la France

La France est le sixième pays exportateur de marchandises dans le monde, devancée par l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, le Japon et, depuis 2008, par les Pays-Bas (les exportations néerlandaises comprennent cependant une part substantielle de réexportations). L'Allemagne reste le premier exportateur mondial avec 9,1 % de parts de marché, juste devant la Chine qui a doublé les siennes en huit ans. Les États-Unis, premiers exportateurs jusqu'en 2002, occupent la troisième place.

Les parts de marché de la France au sein du commerce mondial se réduisent depuis une vingtaine d'années. La grande majorité des pays développés sont dans une situation similaire, du fait de l'arrivée de nouveaux acteurs au sein du commerce mondial. Les pays émergents représentent 39 % des exportations mondiales en 2008 contre 31 % en 2000, réduisant d'autant la part des exportateurs historiques.

Toutefois, depuis 2003, la réduction des parts de marché françaises est plus importante que celle de ses principaux partenaires européens. La France a perdu 1,3 point de parts de marché entre 2002 et 2008, contre seulement 0,6 pour l'Italie et 0,4 pour l'Allemagne. Vis-à-vis de ses concurrents directs, la France souffre donc d'un manque de compétitivité structurel. D'une part en 2008, le coût salarial horaire y est parmi les plus élevés de l'Union européenne, notamment en Italie (+ 28 %) ; d'autre part, les produits français pâtissent d'une relative faiblesse en termes de notoriété et de contenu en innovation.

La diminution des parts de marché françaises est encore plus prononcée au sein des exportations intraeuropéennes. La France a perdu 1,7 point de parts de marché entre 2002 et 2007, la deuxième baisse la plus importante des pays de l'Union européenne, après le Royaume-Uni (- 2,5 points). Avec le Royaume-Uni, la France est donc l'une des principales perdantes de la redistribution des échanges intraeuropéens. L'Allemagne (+ 1,9 point) et les nouveaux États membres de l'Union

européenne (+ 3,1 points) en sont les principaux bénéficiaires. Depuis leurs adhésions à l'UE en 2003, les NEM recueillent une part importante des nouveaux investissements de l'Europe de l'Ouest et s'intègrent progressivement dans le processus de production européen.

Les exportations françaises ne devancent celles de l'Allemagne que sur le continent africain. A contrario, en Asie et en Amérique, les parts de marché allemandes sont deux fois plus élevées ; en Europe, elles sont trois fois plus importantes que celles de la France.

La France perd aussi des parts de marché pour les produits en forte croissance. Elle est de plus en plus distancée dans la fabrication de produits à base d'électronique, apparaissant au quatorzième rang des exportateurs dans l'informatique et au treizième rang dans la fabrication de téléviseurs avec moins de 2 % de parts de marché mondial.

La France a une part de marché assez faible dans les machines et machines-outils, branche qui, en Allemagne, génère de l'activité et des exportations dans l'important secteur amont de la métallurgie. Dans ce secteur des équipements mécaniques encore assez peu concurrencé par les pays émergents, l'Allemagne est au premier rang mondial, avec une part de marché presque quatre fois supérieure à celle de la France.

La France conserve néanmoins quelques atouts : elle est le deuxième exportateur de produits aéronautiques (11,5 % de parts de marché) et le troisième exportateur de produits des industries agroalimentaires (deuxième hors tabac). Son savoir-faire et sa renommée mondiale dans ce secteur lui permettent d'exporter des produits à forte valeur ajoutée (champagne, vin, foie gras, fromage, etc.). La France est aussi le cinquième exportateur mondial de produits pharmaceutiques et le quatrième exportateur d'automobiles en dépit des délocalisations de sites de production à l'étranger et des difficultés des constructeurs français depuis 2005. ■

Pour en savoir plus

- Analyse des parts de marché de la France sur longue période, 4^e Rencontres de la Croissance, COE-Rexecode, 30 octobre 2007 : <http://www.coe-rexecode.fr/fr/statique/RENCONTRES/documents/compet/fiches-compet.pdf>
- La compétitivité française en 2008, *Document de travail n° 6*, COE-Rexecode, janvier 2009.

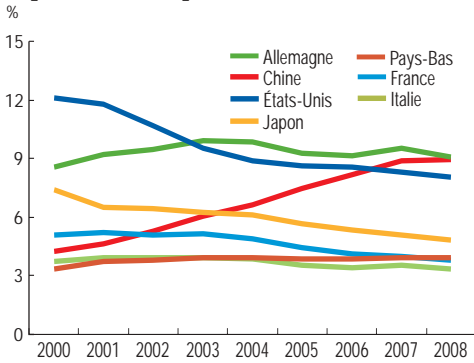
1. Rang des pays exportateurs par produit en 2007

	Rang de la France		Parts de marché en 2007 (%)		Trois premiers exportateurs en 2007		
	2007	1997	de la France	du 1 ^{er} exportateur	1	2	3
Autres véhicules de transport	2	3	11,5	27,9	États-Unis	France	Japon
IAA y c. tabac	3	2	7,4	8,2	Allemagne	Pays-Bas	France
Automobile	4	5	6,0	20,1	Allemagne	Japon	États-Unis
Produits pharmaceutiques	5	5	7,9	15,5	Allemagne	UEBL ⁽¹⁾	Suisse
Textile, habillement, cuir	5	7	3,5	31,4	Chine	Italie	Allemagne
Produits chimiques	6	4	5,5	11,5	Allemagne	États-Unis	UEBL ⁽¹⁾
Minerais non métalliques	6	4	5,0	14,1	Chine	Allemagne	Italie
Appareils électriques	6	6	4,8	16,8	Chine	Allemagne	États-Unis
Machines, machine-outils	6	6	4,5	17,1	Allemagne	États-Unis	Japon
Bois, papier, carton, édition	7	6	4,6	12,0	Allemagne	Canada	États-Unis
Appareils médicaux de précision	8	6	4,5	15,3	États-Unis	Allemagne	Japon
Métallurgie	8	6	3,9	8,7	Allemagne	Chine	États-Unis
Meubles	9	10	2,6	28,2	Chine	Italie	Allemagne
Radio, TV, communication	13	9	1,8	20,9	Chine	Japon	Corée du Sud
Matériel informatique	14	11	1,8	31,0	Chine	Pays-Bas	Allemagne

⁽¹⁾ UEBL : Union économique Belgique Luxembourg.

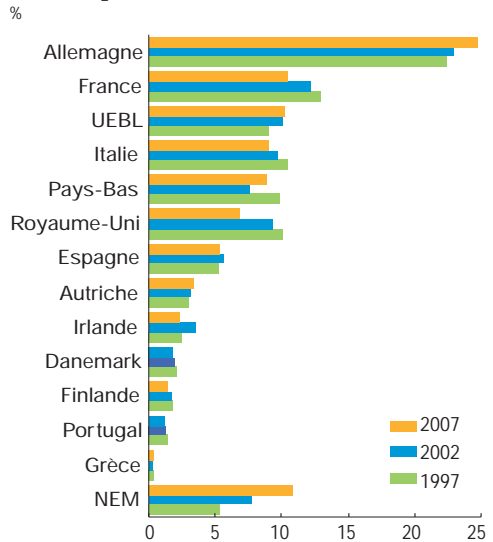
Sources : Cepii - base de données Chelem, calcul DGCIS.

2. Parts de marché mondial des principaux exportateurs de produits manufacturés



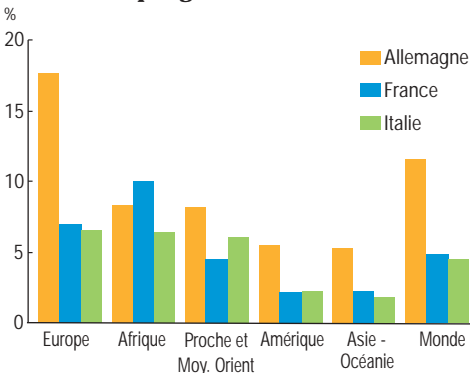
Champ : produits manufacturés y.c. IAA et énergie, en dollars courants.
Source : OMC.

3. Parts de marché dans les exportations intraeuropéennes



Champ : produits manufacturés y.c. IAA.
Source : Cepii - base de données Chelem.

4 - Parts de marché de l'Allemagne, l'Italie et la France par grande zone en 2007



Champ : produits manufacturés y.c. IAA.
Source : Cepii - base de données Chelem.

5.2 La compétitivité-coût et la compétitivité-prix

Les parts de marché de la France dans les échanges mondiaux diminuent tendanciellement, traduisant un déficit de compétitivité des produits industriels français. Cette compétitivité dépend de nombreux facteurs, notamment du coût horaire de la main d'œuvre, de la productivité et des prix sur les différents marchés.

En France, en 2008, le coût salarial horaire* dans l'industrie manufacturière était de 33,5 euros. Comparable à celui de l'Allemagne (33,2 euros), il se situe parmi les plus élevés de l'Union européenne. Il est même nettement supérieur au coût salarial horaire moyen de la zone euro (29,5 euros en 2008). Les coûts salariaux horaires dans les nouveaux États membres (NEM) de l'Union européenne, en général en très forte augmentation, restent tous inférieurs à 13 euros en 2008.

En 2008, la hausse des coûts salariaux unitaires* a été sensible en Allemagne, en France et dans les principaux pays d'Europe du fait de la chute de la production industrielle au quatrième trimestre alors que les salaires continuaient de progresser. Aux États-Unis, l'emploi s'est ajusté beaucoup plus rapidement, de sorte que les coûts sont restés stables.

Avant la crise économique, entre 2000 et 2007, les coûts salariaux unitaires ont stagné en France, alors qu'ils baissaient en Allemagne. En France, la hausse des coûts salariaux horaires a été compensée par celle de la productivité horaire du travail*. En Allemagne, l'évolution très modérée des coûts salariaux horaires, conjuguée aux gains de productivité, a permis de réduire continuellement les coûts salariaux unitaires (- 10 % entre 2003 et 2007). L'Allemagne est le seul grand pays d'Europe où les coûts salariaux unitaires ont baissé substantiellement. À l'opposé, en Espagne et en Italie, les coûts salariaux unitaires se sont fortement accrus en raison de la forte hausse

des coûts salariaux en Espagne et de la stagnation de la productivité en Italie. Au Royaume-Uni, en dépit d'une forte hausse des coûts salariaux horaires, l'augmentation de la productivité a permis une progression des coûts salariaux unitaires plus limitée qu'en Espagne et en Italie. Aux États-Unis, les coûts salariaux horaires ont augmenté très sensiblement entre 2000 et 2007 mais ont été plus que compensés par de très forts gains de productivité. Au Japon, les coûts salariaux unitaires ont baissé de plus de 20 % sur la même période, en raison de la stagnation du coût horaire du travail alors que d'importants gains de productivité ont été réalisés.

Entre 2000 et 2008, les prix à la production de l'industrie française ont augmenté beaucoup plus sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs, alors même que l'euro s'est fortement apprécié. Les industriels français ont en effet adopté une stratégie de réduction de leurs marges à l'exportation, notamment pour compenser l'augmentation des coûts horaires de la main d'œuvre.

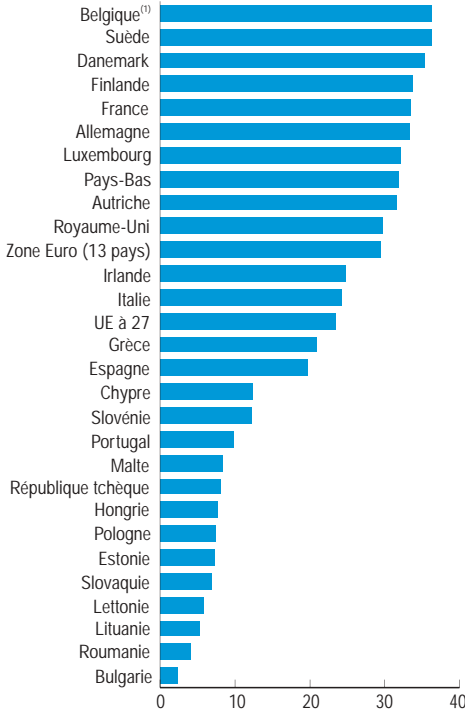
La baisse du taux de marge des entreprises industrielles françaises a pu peser négativement sur leur effort d'investissement et leurs dépenses d'innovation, facteurs clés de la compétitivité hors prix. Les dépenses d'innovation rapportées au chiffre d'affaires sont, en France, inférieures d'environ un tiers à celles de l'Allemagne. La compétitivité hors prix joue un rôle croissant dans le commerce international. Elle constitue un outil efficace pour les entreprises européennes face à l'arrivée massive de biens en provenance de pays à bas coûts de main d'œuvre, possédant donc une forte compétitivité prix. L'amélioration de la compétitivité hors prix joue également un rôle d'amortisseur lors de chocs conjoncturels tels que l'appréciation croissante de l'euro vis-à-vis du dollar entre octobre 2006 et juin 2008. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe, rubriques « salaire », « compétitivité » et « productivité du travail ».
- « Compétitivité et parts de marché », *L'économie française, comptes et dossiers 2008* (fiche n° 8), Insee, édition 2009 : www.insee.fr
- « La compétitivité de l'industrie manufacturière » partie 5 de la vue d'ensemble de ce rapport.

La compétitivité-coût et la compétitivité-prix 5.2

1. Coûts salariaux horaires des pays de l'UE en euros en 2008



⁽¹⁾ données 2007 pour la Belgique.
Champ : industrie manufacturière.
Source : Eurostat.

2. Productivité horaire du travail dans l'industrie manufacturière⁽¹⁾ dans les pays de l'OCDE

	Évolution en moyenne annuelle (%)			
	1995/1990	2000/1995	2007/2000	2008/2007
États-Unis	3,7	5,6	4,6	0,8
Japon	3,3	3,4	3,8	-1,2
Allemagne ⁽²⁾	2,9	3,7	3,8	-0,2
Espagne	3,1	0,8	2,1	-0,9
France	3,4	4,6	3,5	-1,7
Italie	3,8	1,4	-0,2	-1,9
Royaume-Uni	2,8	2,7	3,9	-0,2

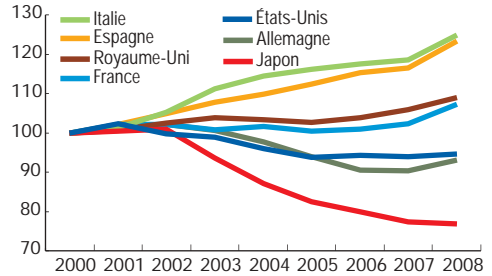
⁽¹⁾ y compris IAA et hors énergie.

⁽²⁾ Allemagne de l'Ouest avant 1991.

Source : Bureau of Labor Statistics, sauf pour 2008 : Eurostat pour les pays européens, Japanese Statistic Bureau pour le Japon (calcul Dgcis).

3. Coûts salariaux unitaires de l'industrie manufacturière

Indices, base 100 en 2000

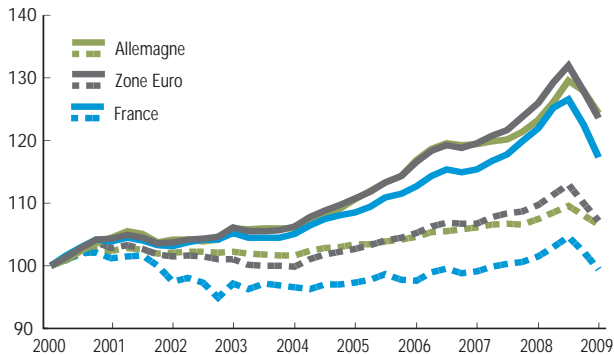


Champ : produits manufacturés.

Sources : OCDE, Eurostat pour la France et l'Allemagne.

4. Évolution des prix à la production, sur le marché intérieur (trait plein) et sur le marché extérieur (pointillé) pour l'industrie manufacturière

Indices, base 100 en 2000



Champ : industrie (hors construction) y c. IAA et gestion des déchets.
Source : Eurostat.

5.3 Les investissements directs étrangers (IDE)

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers* (IDE) ont dépassé 1 600 milliards de dollars en 2008. Ils ont été fortement affectés par la crise économique : en forte hausse entre 2003 et 2007 (+ 36 % par an en moyenne annuelle), les flux mondiaux d'IDE ont chuté de 15 % en 2008. La capacité d'investissement des entreprises s'est réduite du fait de la baisse des profits et du resserrement du marché des capitaux. En outre, la chute boursière a réduit la valeur des investissements réalisés dans les sociétés cotées. Les IDE suivent de manière amplifiée le cycle de développement économique : plus dynamiques que la croissance en phase d'expansion, ils sont aussi plus fortement touchés lors des retournements conjoncturels.

Les IDE en direction des pays émergents ont néanmoins poursuivi leur progression en 2008 (+ 7 %). Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) restent, avec les États-Unis, parmi les zones les plus attractives.

Après un flux d'IDE très important au dernier trimestre 2007, leur chute a été continue pendant toute l'année 2008 et s'est accentuée au premier trimestre 2009. Entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, les IDE mondiaux ont été presque divisés par deux. La chute a été plus forte encore pour les grandes opérations de fusions et d'acquisitions : leur montant a été divisé par quatre en un an (61 milliards de dollars au premier trimestre 2009, après 245 milliards de dollars au premier trimestre 2008).

Les flux d'investissements directs français à l'étranger ont largement dépassé les flux entrants. Comme les années précédentes, le différentiel s'est encore accru en 2008 : les flux d'IDE sortants de France ont progressé de plus de 10 % contre une baisse de 13 % pour les flux entrants. Ainsi, en 2008, la France a investi à l'étranger 70 milliards d'euros de plus

que le montant des IDE étrangers en France. Une partie de plus en plus importante des investissements directs, aussi bien étrangers en France que français à l'étranger, est constituée de prêts et avances de court terme entre sociétés affiliées. Les autres types d'opérations sont en baisse en 2008.

Environ 30 % des flux d'IDE entrants et 35 % des flux sortants sont orientés vers l'industrie manufacturière. Les industries mécaniques et celles relatives au matériel de bureau et à l'informatique recueillent les plus importants flux d'investissements industriels entrants. La plus grande part des flux d'IDE industriels sortants sont orientés vers le secteur des IAA. En 2008, les trois quarts des stocks d'IDE dans l'industrie française étaient détenus par des investisseurs européens, les États-Unis possédant pratiquement le reste. Les Pays-Bas sont les premiers investisseurs européens dans l'industrie française, les holdings de ce pays disposant d'une fiscalité favorable. La Belgique et l'Allemagne se situent aux deuxième et troisième rangs des investisseurs européens.

De même, les stocks d'investissements directs français dans l'industrie étrangère se situent d'abord en Europe (deux tiers du stock), ensuite aux États-Unis (20 %). Enfin, l'industrie asiatique monte progressivement dans le stock d'investissements industriels directs français à l'étranger (8 % du stock en 2008).

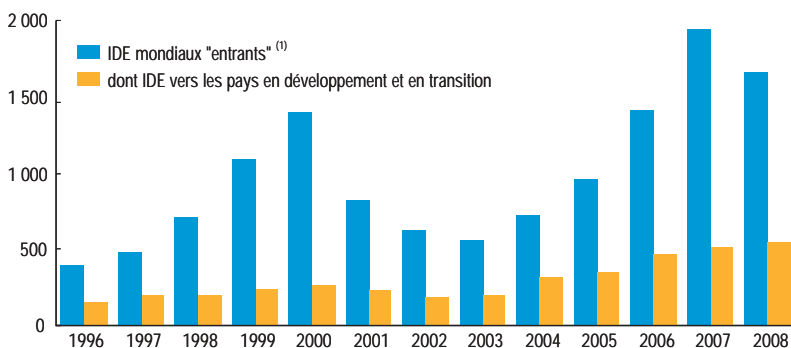
Selon le Baromètre Ernst & Young « Attractivité du site France 2009 », les investissements étrangers auraient permis de créer 13 000 emplois en France en 2008 contre 15 000 en 2007. La France se classerait ainsi au troisième rang européen en termes d'emplois créés, derrière le Royaume-Uni et la Pologne. Les créations d'emplois dans l'industrie constituent 46 % du total en 2008 (soit 6 points de plus qu'en 2007). ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe, rubrique « investissements directs étrangers (IDE) ».
- « Attractivité du site France 2009 », baromètre Ernst & Young, <http://www.ey.com/FR/fr/Services/Advisory/European-attractiveness-survey>
- « World investment report 2009 », CnuCED : www.unctad.org
- « La balance des paiements de la France en 2008 », *Rapport annuel*, Banque de France : www.banque-france.fr

1. Investissements directs étrangers dans le monde

milliards de dollars

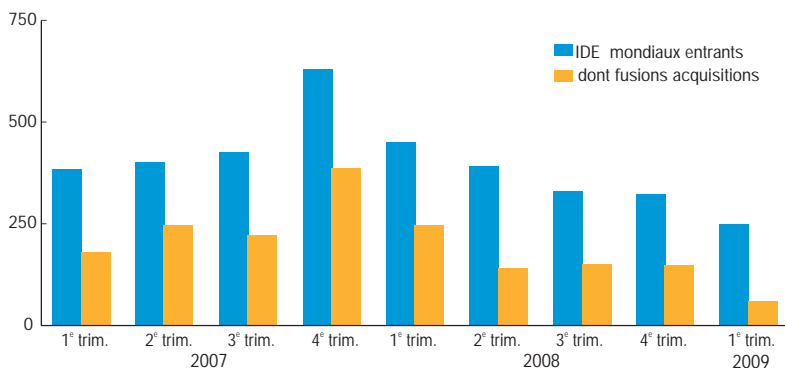


⁽¹⁾ leur mesure statistique - délicate - diffère légèrement du total des IDE « sortants ».

Source : Cnuced - World Investment Report 2009.

2. Investissements directs étrangers et fusions - acquisitions par trimestre

milliards de dollars



Note : les IDE entrants sont donnés pour 96 pays représentant 91 % des IDE entrants mondiaux en 2007-2008.

Source : Cnuced - World Investment Report 2009.

3. Stocks d'IDE dans l'industrie manufacturière au 31/12/2008

milliards d'euros

	Étrangers en France	Français à l'étranger
Monde	207,6	294,3
Europe	157,6	187,2
UE	144,3	165,7
Pays-Bas	41,2	30,7
Belgique	22,3	24,3
Allemagne	21,8	32,3
Royaume-Uni	20,2	29,0
Suisse	11,8	15,6
Luxembourg	9,3	5,4
Espagne	7,0	13,4
Italie	5,0	6,1
Amérique	41,7	70,9
États-Unis	39,9	57,7
Brésil	0,3	5,9
Asie	4,5	24,5
Japon	2,0	14,7
Afrique	3,0	9,8

Source : Banque de France.

4. Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger

milliards d'euros

	2006	2007	2008
Français à l'étranger	88,2	123,5	136,8
Capital social	58,3	57,3	52,7
Bénéfices réinvestis	25,1	22,3	12,6
Autres opérations ⁽¹⁾	4,8	43,9	71,5
<i>part de l'industrie manufacturière</i>	<i>36,6 %</i>	<i>20,4 %</i>	<i>30,2 %</i>
Étrangers en France	57,3	75,9	66,3
Capital social	21,8	22,7	15,4
Bénéfices réinvestis	9,5	11,8	7,0
Autres opérations	26,0	41,4	43,9
<i>part de l'industrie manufacturière</i>	<i>41,9 %</i>	<i>19,9 %</i>	<i>35,2 %</i>
Solde			
(investissements français à l'étranger nets des investissements étrangers en France)	30,9	47,6	70,4

⁽¹⁾ prêts et avances de trésorerie intragroupe de court et long termes.

Source : Banque de France.

5.4 L'implantation étrangère dans l'industrie en France

L'implantation étrangère en France correspond aux entreprises localisées sur le territoire national mais contrôlées par un groupe étranger*. L'implantation d'une unité productive dans un pays peut répondre à deux objectifs :

- fabriquer et diffuser plus facilement des produits adaptés à la demande locale, et ainsi conquérir des parts de marché ;

- profiter des avantages comparatifs du pays dans la fabrication du produit (coûts salariaux, qualification des salariés, fiscalité, environnement en termes de R & D, etc.).

Début 2008, une entreprise industrielle sur six de vingt salariés ou plus était sous contrôle étranger. Les filiales industrielles de groupes étrangers emploient, en France, un tiers de l'effectif salarié du secteur de l'industrie, soit environ un million de personnes. Elles contribuent à hauteur de 40 % au chiffre d'affaires et à la valeur ajoutée de l'industrie française. Cette ouverture aux capitaux étrangers est en augmentation : la part des effectifs des entreprises industrielles localisées en France et contrôlées par l'étranger est passée de 26 % en 1994 à 36 % en 2007. Conséquence de l'importance des échanges intergroupes, les filiales des groupes étrangers commercent plus avec l'étranger que les filiales des groupes français. Elles exportent à hauteur de 48 % de leur chiffre d'affaires, contre seulement 37 % pour les filiales de groupes français.

La présence étrangère concerne surtout les entreprises de 250 à 2 000 personnes : plus de la moitié des effectifs de cette catégorie d'entreprises est employée par des groupes sous contrôle étranger. À l'inverse, toujours en termes d'effectifs, les entreprises de moins de 250 salariés et les grandes entreprises restent

encore majoritairement sous contrôle français. Les États-Unis sont le premier pays investisseur dans l'industrie française : plus du quart des emplois (250 000 personnes) du secteur sont contrôlés par des groupes américains. Ils investissent surtout dans les secteurs de moyenne et de haute technologie : équipements électriques et mécaniques, pharmacie et chimie notamment. Viennent ensuite l'Allemagne (15 % des emplois) et loin derrière les autres pays européens : Royaume-Uni et Luxembourg (6 % chacun), Italie, Suisse et Suède (5 % chacun), Belgique et Pays-Bas (4 % chacun). L'Allemagne est bien implantée dans la fabrication d'équipements pour l'automobile, la mécanique et la fabrication de matériels électriques.

Les investisseurs étrangers se sont surtout implantés dans les secteurs de moyenne et de haute technologie : 45 % des emplois y sont sous contrôle étranger, contre 29 % pour les secteurs de faible technologie.

En nombre d'emplois, l'implantation étrangère en France est importante dans les équipements mécaniques (147 000 postes), la métallurgie (131 000 postes) et la chimie (130 000 postes). Cependant, la part des filiales étrangères dans l'emploi total du secteur est la plus importante dans la pharmacie (47 % de l'emploi total), les industries du bois et papier (46 %), les composants électriques et électroniques (44 %) et les équipements mécaniques (40 %).

Dans le quart nord-est de la France, l'implantation étrangère représente une part importante de l'emploi régional, la forte présence de capitaux allemands en Alsace et en Lorraine étant largement liée à des effets de proximité. ■

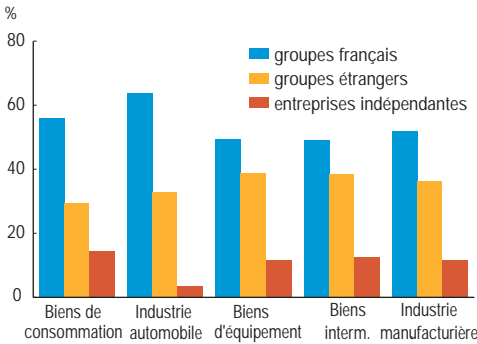
Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Baromètre Ernst & Young de l'attractivité du site France 2009.

L'implantation étrangère dans l'industrie en France 5.4

1. Effectifs sous contrôle étranger par secteur

(au 1^{er} janvier 2008)

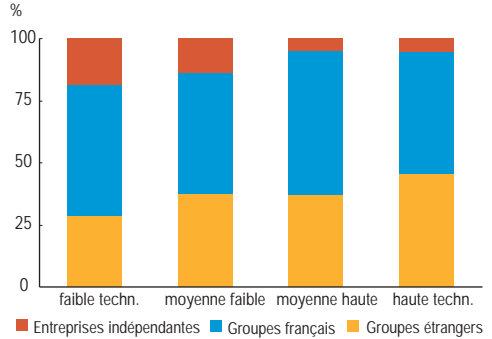


Champ : industrie manufacturière hors IAA et hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

Sources : interclassement de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) avec l'enquête sur les liaisons financières (LIFI) ; plus de 500 salariés ou 1,2 M€ de participations ou 60 M€ de CA) complétée par le fichier Diane (coédition du Bureau Van Dijk - Ed. électroniques et de la Coface - SCRL).

2. Effectifs sous contrôle étranger selon l'intensité technologique

(au 1^{er} janvier 2008)

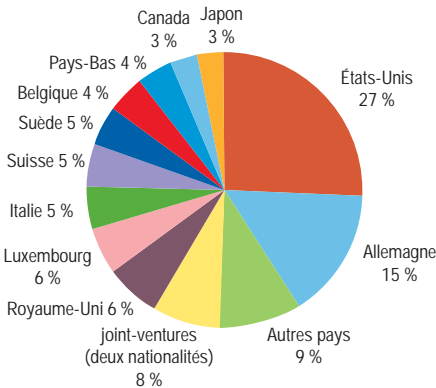


Champ : industrie manufacturière hors IAA et hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

Sources : interclassement EAE 2007- LIFI - Diane.

3. Effectifs sous contrôle étranger selon le pays investisseur

(au 1^{er} janvier 2008)

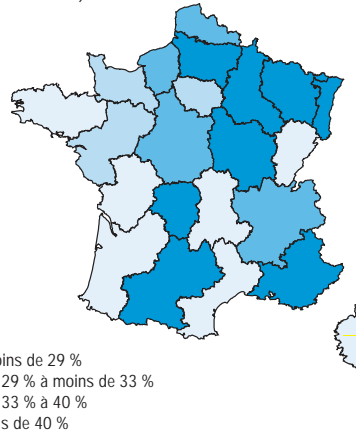


Champ : industrie manufacturière hors IAA et hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

Sources : interclassement EAE 2007- LIFI - Diane.

4. Effectifs sous contrôle étranger par région

(au 1^{er} janvier 2008)



Champ : industrie manufacturière hors IAA et hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

Sources : interclassement EAE 2007- LIFI - Diane.

5. Répartition des entreprises sous contrôle étranger selon les secteurs (au 1^{er} janvier 2008)

Secteur	Nombre d'entreprises		Effectifs		Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		Chiffre d'affaires à l'exportation	
		%	milliers	%	M€	%	M€	%	M€	%
Biens de consommation	539	14	146	29	52 339	39	13 924	35	17 002	40
Industrie automobile	140	28	89	33	28 184	25	5 923	31	12 884	20
Biens d'équipement	872	18	265	39	86 729	51	17 691	40	55 823	62
Biens intermédiaires	1 797	19	454	38	140 169	49	35 049	46	61 273	57
Total	3 348	18	954	36	307 421	44	72 586	40	146 983	48

Champ : industrie manufacturière hors IAA et hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

Sources : interclassement EAE 2007- LIFI - Diane.